

Washington « condamne » le soutien du Rwanda au M23 à l'Est de la RDC

@rib News, 17/02/2024 Source AFP (Washington) Les États-Unis ont condamné samedi l'escalade de la violence dans l'est de la République du Congo imputée aux rebelles du M23, appelant à une cessation immédiate des hostilités. En dix jours, les combats entre le M23 (Mouvement du 23 mars), appuyé par des unités de l'armée rwandaise, et les forces gouvernementales congolaises se sont intensifiés au niveau de Sake, localité située à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Goma.

Les États-Unis condamnent fermement l'escalade de la violence dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) provoquée par les actions du groupe armé M23, soutenu par le Rwanda et sanctionné par les États-Unis et l'Union européenne. « Nous appelons le M23 à cesser immédiatement les hostilités et à se retirer de ses positions actuelles autour de Sake et Goma », ajoute le communiqué. Dans le même document, Washington condamne le soutien du Rwanda au M23, appelle au retrait de l'armée rwandaise de la RDC et demande à Kigali de retirer ses systèmes de missiles sol-air, qui menacent la vie des civils, des soldats de la force de l'ONU, d'autres forces de maintien de la paix régionales et d'humanitaires. À diverses sources, il y a déjà eu des dizaines de morts et blessés, civils et militaires depuis l'intensification des combats ces derniers jours. Rébellion majoritairement tutsi, le M23 est apparu en 2012 et, vers la fin de cette année-là, avait brièvement occupé Goma, avant d'être vaincu militairement l'année suivante. Il est réapparu en novembre 2022 reprochant au gouvernement de ne pas avoir respecté des accords sur la réinsertion de ses combattants. Depuis lors, il s'est emparé de vastes territoires dans la province du Nord-Kivu. De son côté, la RDC accuse le Rwanda et ses alliés du M23, de vouloir faire main basse sur les minerais de l'Est congolais. Le M23 affirme pour sa part défendre une frange menacée de la population et réclame des négociations, que Kinshasa refuse, excluant de discuter avec des « terroristes ».